



ANALYSE

ÉDUCATION

La galère de Blanquer

La crise du Covid-19 ne réussit pas à l'hyperactif ministre de l'Éducation nationale. Elle est la conclusion d'une annus horribilis qui aura vu son étoile pâlir chez les enseignants. Mais aussi au sein de la macronie

Par GURVAN LE GUELLEC avec ALEXANDRE LE DROLLEC

Il nous attend en bras de chemise au bout de la cour déserte de l'hôtel de Rochechouart. Ce 3 mai, l'accueil, comme toujours, est chaleureux, et l'attaque, comme souvent, un peu sportive. Le ministre de l'Éducation nationale n'apprécie guère la tonalité globale du moment : cette « incapacité à se faire confiance », « problème réitéré de la société française ». Et son corollaire : la propension des commentateurs à se délecter des failles supposées de l'État, alors que le « phénomène inédit, historique, gravissime » auquel nous sommes confrontés « mériterait un peu plus de hauteur de vue et de sens de la cohésion ». Jean-Michel Blanquer, donc, est agacé.

Un agacement que nous avons déjà cru déceler mardi 28 avril, lors de la présentation par Édouard Philippe de son plan de déconfinement. A la tribune de l'Assemblée nationale, le Premier ministre, ton aussi grave que pédagogue, démontrait l'étendue de son sens politique. Sur son siège, contraint au mutisme, Blanquer semblait ronger son frein. Et pour cause : en une heure de discours, Philippe n'aura pas cité une seule fois son nom, lui qui doit pourtant gérer le retour en classe de 12 millions d'élèves et de 800 000 enseignants. Pis, le Premier ministre a exprimé son soutien aux « directeurs d'école, parents d'élève, collectivités locales qui trouveront ensemble, avec pragmatisme, les meilleures solutions », en éjectant le ministère de ce tour de table. Comme si la République jacobine était devenue subitement une sorte d'Allemagne bis, déléguant la gestion des élèves aux établissements et aux élus de terrain.

Magie de la parole politique : ce discours, en quelques heures, a pris un effet de réalité. A Paris, Lille ou Montpellier, les maires se sont mis à annoncer leur propre plan de retour à l'école, outrepassant largement leur

pouvoir. « Si cela continue, le 11 mai, nous n'aurons pas une rentrée mais 36 000, c'est du jamais-vu depuis Jules Ferry », s'étonne un haut cadre du ministère. Comment Jean-Michel Blanquer, ce pur produit de l'Éducation nationale, successivement recteur, directeur de cabinet et patron de l'administration centrale, vit-il cette dépossession ? Moins bien qu'il ne veut le dire. « On ne va pas se mentir : il est en difficulté », souligne un proche. D'ailleurs, sa tête le trahit. C'est un passionné, il ne sait pas masquer ses sentiments. »

Boulimique de médias, réformateur hyperactif, Jean-Michel Blanquer régnait jusque-là seul en son royaume, incarnant à la perfection la dialectique du macronisme des origines : de grandes réformes d'inspiration libérale (le lycée à la carte, responsabilisant professeurs et élèves) et une politique ambitieuse d'égalisation des chances (les CP et CE1 à 12 élèves dans les écoles populaires). « Sur le fond des dossiers, on lui fichait une paix royale, reprend le même. Matignon était inexistant sur ses questions. Et sa proximité amicale et intellectuelle avec le couple présidentiel lui garantissait le plus souvent des arbitrages favorables. »

UN LONG CHEMIN DE CROIX

Bref, le Monsieur Éducation de la macronie, auréolé de ses nombreux succès, n'avait pas l'habitude de partager le pouvoir. Encore moins d'être désavoué. Jusqu'à ce que ce fichu Covid ne se mêle de la partie. Depuis deux mois, Blanquer, en effet, ne fait plus l'événement ; il le subit. Et cela commence à suinter dans l'opinion, désorientée par la succession de désaveux, de démentis et de virages à 180 degrés. En matière de déconfinement, le « plan Philippe » du 28 avril succède ainsi à la « doctrine Blanquer » du 21 que le ministre avait présentée aux députés de la commission des Affaires ►►







►► culturelles et de l'Education, sans attendre la validation de Matignon. Un schéma « non stabilisé », mais néanmoins ultraprécis comme les apprécie cet agrégé de droit public: rentrée des grande section, CP, CM2 le 11. Des sixième, troisième, première et terminale le 18, et de tous les autres niveaux le 25. Ce plan correspondait à ses obsessions pédagogiques et politiques: ancrer les fondamentaux chez les petits écoliers et préparer les lycéens au supérieur. Le tout accompagné d'un objectif social: permettre aux décrocheurs de combler les lacunes accumulées depuis deux mois.

Finalement, le choix fait par l'exécutif est beaucoup plus basique: la reprise du 11 mai est réservée aux plus jeunes, de 3 à 12 ans, ceux que les parents ne peuvent pas laisser en autonomie. Les plus grands devront attendre la fin du mois pour savoir s'ils reprendront en juin ou, plus probablement, en septembre. Autrement dit, l'impératif économique – permettre aux couples biactifs les plus productifs de revenir au travail – a primé sur toute autre considération. Pour Blanquer, cet épisode malheureux n'est que l'aboutissement d'un long chemin de croix entamé le 12 mars, quand le président décréta la fermeture totale des écoles, alors que son ministre venait d'affirmer le contraire quelques heures plus tôt. Et poursuivi le 23 avril, quand, devant la fronde montant du terrain, ce même Emmanuel Macron annonça que le retour à l'école se ferait « sur la base du volontariat ».

En bon soldat, Blanquer répète qu'il n'y a pas l'ombre d'un désaccord au sein de l'exécutif sur ce point. Pourtant, on imagine mal que la sortie du « chef » ait pu le laisser de marbre. Non seulement, la notion d'école à la carte constitue une insulte à tous les grands ancêtres de l'instruction publique; mais, surtout, elle ruine le discours social qu'il portait jusque-là. Sans l'affichage d'une obligation scolaire, comment faire revenir les

centaines de milliers de jeunes qui ne donnent plus signe de vie à leurs enseignants? La mission était ardue. Elle devient impossible. Blanquer multiplie donc les déconvenues. Mais pourquoi, diable, dans une période aussi incertaine, afficher autant de certitudes? Quand on l'interroge, le ministre rappelle qu'il n'a jamais émis que des hypothèses, et fait valoir les singularités de la maison Education nationale: « C'est une immense machine, beaucoup plus agile qu'on ne le dit mais qui a besoin qu'on lui fixe un cap pour se préparer. » Une proche met toutefois en avant un autre élément: son caractère. « Vous connaissez le ministre, avec lui, le naturel revient vite au galop. »

Ah, le caractère de Jean-Michel Blanquer... Celui que des jeunes loups de La République en Marche ont surnommé « Jean-Mimi sans ami » est un cas à part

Manifestation contre la réforme des retraites, à Paris, en décembre 2019.



“IL PEINE À ADMETTRE QUE TOUT LE MONDE NE PARTAGE PAS SA HAUTE IDÉE DE L'INTÉRÊT PUBLIC AVEC FERVEUR .”

UN ANCIEN COLLÈGUE





Le ministre et le président dans une école restée ouverte pendant le confinement pour accueillir des enfants de soignants, le 5 mai, à Poissy.

dans la macronie, plutôt isolé au sein du gouvernement. Et pour cause, il n'est ni un politique à l'ancienne ni l'un de ces néophytes issus de la société civile qui peuplent l'exécutif. « S'il y a un lien à rechercher, c'est avec le président lui-même. Ils ont le même profil de technicien, jamais élu mais très politique, la même fibre intellectuelle – littérature, philosophie, poésie – et le même rapport à l'Etat », dit un ancien ponte de l'Education nationale. En l'occurrence, si Macron était Bonaparte, disons que Blanquer serait un de ses meilleurs maréchaux d'Empire. Même foi dans le volontarisme politique et l'incarnation du pouvoir, même goût pour les plans d'action préparés bien en amont – « il a presque un côté soviétique », s'amuse un ami. La stratégie est bien rodée : fixer un objectif élevé, mettre en avant les réussites qui valident ses dispositifs, prendre à témoin l'opinion publique et attendre que les mauvais élèves, mis sous pression, se mettent au pas. Lui manque juste le sens de l'intrigue qui fit de Bonaparte Napoléon.

Cet exercice très vertical – et parfois un peu stakhanoviste – du pouvoir s'associe à une relation passionnée avec son grand sujet. Contrairement à ce qu'affirme la gauche enseignante, la priorité sociale qu'il affiche n'est pas feinte. S'il a fait « des pieds et des mains », dit un conseiller ministériel, pour obtenir du président une rentrée en mai, prenant le contre-pied du conseil scientifique qui militait pour septembre, c'est qu'il est intimement persuadé des bienfaits de la scolarisation... et de sa propre politique pour lutter contre la difficulté scolaire. Ce qui est vrai, en revanche, c'est qu'il entretient un rapport parfois complexe à la réalité. « Sa passion peut l'amener à une forme de dissonance cognitive, s'étonne un ancien collègue qui l'a beaucoup pratiqué. Il voudrait que ses réformes soient appliquées partout avec ferveur et peine à admettre que tout le monde à l'Education nationale ne partage pas sa haute idée de l'intérêt public. »

UNE IMAGE LOURDEMENT DÉGRADÉE

Ce trait de caractère n'est pas forcément le plus adapté à la période de grande incertitude que nous traversons, plus favorable à l'horizontalité et à la recherche de consensus. Certains vont même plus loin et se demandent s'il n'est pas réhibitoyre pour piloter le paquebot éducatif. Car la crise du Covid n'est finalement qu'un révélateur. Avant même l'arrivée brutale de la pandémie, le ministre de l'Education nationale n'avait plus grand-chose à voir avec le hussard irrésistible des débuts. « L'année 2019-2020, c'est certain, a été plus rude que les précédentes », reconnaît-il. C'est peu dire. En un an, son image parmi les professeurs s'est lourdement dégradée, au point de le rendre peu à peu inaudible. Il y a eu d'abord la loi Confiance, si mal nommée, agrégat de mesures disparates, beaucoup trop floues pour ne pas éveiller les procès d'intention. Puis le bras de fer avec une petite minorité de profs, retenant les copies du bac 2019, qui l'a contraint à durcir son image. Sans oublier le trouble qu'il a créé par ses

déclarations sur le voile et la laïcité. Et enfin, le grand bug de la réforme des retraites. Sur ce sujet brûlant, puisqu'il touche à un point clé du statut enseignant (accepter d'être mal payé mais avoir l'assurance d'une retraite heureuse), le ministre reconnaît une communication un peu trop tardive, mais il met en avant le respect des préséances gouvernementales (le Premier ministre a mis du temps à rendre ses arbitrages) et le résultat de son action : un plan pluriannuel de revalorisation à 10 milliards d'euros pour compenser les conditions moins favorables d'accès aux pensions. Ce plan n'a pas été pris au sérieux ? La faute à la cacophonie médiatique et à une « surenchère de radicalité » lancée par le mouvement des « gilets jaunes ». En résumé, sa responsabilité n'est pas engagée.

A l'Assemblée nationale, pourtant, chez les députés de la majorité, le regard sur cette séquence est un peu moins indulgent. « Blanquer, c'est vraiment l'anti-alchimiste qui parvient à transformer l'or en plomb, tance un proche de François Bayrou. Normalement, il doit ouvrir les négociations avec les profs dès le mois de septembre. Or, il ne fait rien. Résultat : on se retrouve à genoux à cause d'un simulateur de retraite biaisé de la FSU [le syndicat majoritaire, NDLR] qui met le feu chez les enseignants. » A LREM, le discours est un peu moins dur mais le nouvel épisode Covid, qui vient crispier les relations avec les élus locaux, n'arrange rien à son crédit.

Quel avenir alors pour le Maréchal Blanquer ? Il y a un an et demi, on le disait Premier-ministrable, et la perspective ne lui déplaisait pas. Aujourd'hui, la question serait plutôt de savoir s'il survivra à l'écueil fatidique des trois ans sur lequel se sont abîmés la plupart de ses prédécesseurs. « Le blanquerisme souffre des mêmes maux que le macronisme, note un observateur avisé du système scolaire. Il ignore les corps intermédiaires et n'a pas su créer autour de lui un mouvement d'opinion. Conclusion : quand la situation se retourne, vous vous retrouvez tout seul. » Un isolement d'autant plus marqué que « son entourage direct pose problème, admet un proche. Le cabinet est trop resserré, pas assez politique et surtout beaucoup trop déférent. Aucun de ses collaborateurs n'ose jamais le contredire ».

Les plus compatissants, finalement, sont les grands anciens de l'Education nationale. « Les erreurs de Blanquer sont aussi celles d'un système où tout pousse à l'enfermement et à la verticalité. Quelles que pouvaient être ses velléités réformatrices, il a été fatalement rattrapé par l'exercice du pouvoir », dit l'ex-recteur Bernard Toulemonde, inventeur de la fameuse métaphore du « mam-mouth ». Un autre ponte se fait tout aussi fataliste : « En cette période, l'Education nationale continue finalement à faire ce qu'elle a toujours su faire : produire des plans et des circulaires détaillées qui ne seront jamais appliqués. Mieux vaudrait faire confiance aux acteurs de terrain, les accompagner en leur donnant des outils adéquats. Mais cette souplesse-là n'existe pas. Blanquer a ses défauts, mais il n'est pas non plus un magicien. Qui par ailleurs pourrait le remplacer ? Personne ne sait. » Le « jour d'après » n'est pas pour demain. ■